

Numéro 77 - 28 novembre 2020

**Condamnons l'assassinat du plus éminent scientifique d'Iran
dans un attentat terroriste!**

**Non au recours à la force dans le règlement
des conflits! Aucun attentat terroriste
ne peut être justifié!**



Manifestation à Toronto pour dénoncer l'agression des États-Unis contre l'Iran, le 4 janvier 2020. C'est l'une des nombreuses actions organisées à l'échelle du Canada en janvier.

D'importants sujets de préoccupation pour le mouvement ouvrier

- Des intérêts privés étroits exigent que les gouvernements paient les riches
- Interdire aux gouvernements d'emprunter auprès de prêteurs privés
- K.C. Adams -
- Des programmes sociaux pour payer les riches
- Pourquoi les programmes sociaux au Canada sont toujours insuffisants

À titre d'information

- Commentaire sur un article du *New York Times* qui justifie les stratagèmes pour payer les riches

Quatrième anniversaire du décès de Fidel Castro

- Vigiles et réceptions au Canada en hommage à Fidel

- **Hommage rendu au legs de Fidel à Cuba et dans le monde**
- **Fidel Castro selon Ernesto Che Guevara**

Condamnons l'assassinat du plus éminent scientifique d'Iran dans un attentat terroriste!

Non au recours à la force dans le règlement des conflits! Aucun attentat terroriste ne peut être justifié!

Le vendredi 27 novembre, le ministre iranien des Affaires étrangères, Mohammad Javad Zarif, a écrit sur Twitter : « Des terroristes ont assassiné un éminent scientifique iranien aujourd'hui. Cette lâcheté – avec des indications sérieuses sur le rôle israélien – montre le bellicisme désespéré de ses auteurs. » Le scientifique, Mohsen Fakhrizadeh, a été pris en embuscade par des hommes armés alors que sa voiture traversait la ville rurale d'Absard, dans la région de Damavand, selon les médias officiels et la télévision d'État iranienne. Les médias d'État ont déclaré que Mohsen Fakhrizadeh avait été grièvement blessé lors de l'attaque et que les médecins ont essayé de le sauver à l'hôpital, ne sont pas parvenus à le ranimer.

Le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) condamne catégoriquement tous les attentats terroristes et tous les actes d'où qu'ils viennent qui sont l'expression d'un refus de régler les problèmes par des moyens politiques et pacifiques.

La mort de Mohsen Fakhrizadeh s'ajoute à la longue série d'attentats terroristes contre des scientifiques iraniens.

En 2010, Masoud Ali Mohammadi, un expert en physique des particules, a été tué par l'explosion d'une moto piégée alors qu'il quittait son domicile à Téhéran.

Plus tard cette année-là, Majid Shahriari, un autre scientifique nucléaire, est mort de la même manière lorsque ses assaillants l'ont suivi et ont posé une bombe magnétique sur sa voiture. Fereidoon Abbasi Davani, le chef de l'industrie atomique iranienne à l'époque, a survécu à une tentative d'assassinat le même jour. Les deux hommes auraient été des collaborateurs de Mohsen Fakhrizadeh.

En 2011, Darioush Rezaeinejad, un universitaire dont la participation au programme nucléaire du pays est mise en doute, a été abattu par des hommes armés circulant à moto. Un an plus tard, Mostafa Ahmadi Roshan, le directeur adjoint de l'usine d'enrichissement de l'uranium de Natanz, a été tué dans un attentat à la bombe magnétique alors qu'il se rendait au travail en voiture.

Israël a reconnu avoir poursuivi des opérations secrètes de renseignement contre le programme nucléaire iranien. En 2018, le premier ministre Benjamin Nétanyahou a déclaré que son gouvernement avait pris possession de dizaines de milliers de documents provenant de ce qu'il appelait les « archives atomiques » de l'Iran. Dans un discours télévisé cette année-là, Benjamin Nétanyahou a qualifié Téhéran de « régime terroriste » et a fait référence à plusieurs reprises à Mohsen Fakhrizadeh, le qualifiant de directeur du « projet d'armes nucléaires » de l'Iran. « Souvenez-vous de ce nom, Fakhrizadeh », avait-il dit.



L'ambassadeur d'Iran auprès des Nations unies, Majid Takht Ravanchi, a déclaré le jour de l'assassinat que son pays se réservait le droit de « prendre toutes les mesures nécessaires » pour se défendre. Dans une lettre adressée à Antonio Guterres, le secrétaire général des Nations unies, il affirme que l'assassinat du plus grand scientifique nucléaire iranien avait tous les signes d'une attaque israélienne soutenue par les États-Unis. Il demande également que les 15 pays membres du Conseil de sécurité « condamnent fermement cet acte terroriste inhumain et prennent les mesures nécessaires contre ses auteurs ».



L'assassinat survient à un moment où l'agression américaine contre l'Iran figure parmi les priorités de l'administration Trump. Selon les médias, Trump a été dissuadé de lancer des frappes contre l'Iran il y a à peine deux semaines, se désistant après que ses collaborateurs l'ont averti que le conflit pourrait s'aggraver au cours des dernières semaines de son mandat.

Le *New York Times* rapportait le 27 novembre que le président Trump avait demandé à ses principaux conseillers, lors d'une réunion du bureau ovale le 12 novembre, s'il avait des options pour agir contre le principal site nucléaire iranien à Natanz dans les semaines à venir. Quelques jours plus tard, Mike Pompeo, secrétaire d'État et ancien directeur de la CIA, s'est rendu en Israël pour ce qui sera probablement son dernier voyage dans ce pays à titre officiel.

Il est clair que les États-Unis sont un acteur dans cette dernière attaque terroriste contre l'Iran. Que ce soit sous Trump, Obama, Bush ou Clinton, les oligarques impérialistes américains n'ont cessé de commettre des crimes contre le peuple iranien. Sanctions économiques au plus fort de la pandémie, sabotage interne pour provoquer un changement de régime, assassinat du général de division Qassem Soleimani le 3 janvier à Bagdad – d'innombrables exemples peuvent être donnés des menaces et provocations constantes pour inciter à une guerre totale contre l'Iran afin de détruire ce pays. Ces actions de l'impérialisme américain et de son mercenaire Israël sont les principales menaces contre la sécurité et la vie du peuple iranien et des autres peuples de la région. Elles doivent être arrêtées. L'« ordre international basé sur des règles » que les États-Unis prétendent suivre n'est rien d'autre que la voie de l'agression et de la guerre dans leur quête de domination mondiale.

Condamnons cette dernière attaque terroriste contre l'Iran et la politique d'assassinats ciblés ! Non à l'utilisation de la force dans le règlement des problèmes !



Manifestation à Montréal pour dénoncer l'assassinat du major général iranien Qasem Soleimani, le 25 janvier 2020



D'importants sujets de préoccupation pour le mouvement ouvrier

Des intérêts privés étroits exigent que les gouvernements paient les riches



Il y a beaucoup de tapage sur les ondes, dans les médias monopolisés et sur les médias sociaux au sujet de ce qu'on appelle le « remède du gouvernement fédéral pour la pandémie COVID-19 », que « dépenser est le remède à tous les maux ». La ministre des Finances Chrystia Freeland, qui est également vice-première ministre, « laisse entendre que cette approche sera maintenue (même si c'est à des doses beaucoup plus faibles) » dans sa mise à jour économique et budgétaire la semaine prochaine, rapporte CBC News. « Notre plan continuera de soutenir les Canadiens pendant la pandémie et de veiller à ce que l'économie post-COVID soit robuste, inclusive et durable », a-t-elle dit à la Chambre des communes la semaine dernière.

Son énoncé économique sera le premier depuis mars 2020, lorsque la pandémie a frappé le Canada.

« La mise à jour comprendra des dépenses nouvelles, mais limitées dans le temps pour faire face à l'impact économique de la pandémie pour certaines industries et pour les Canadiens les plus vulnérables, tout en jetant les bases des priorités politiques énumérées dans le discours du Trône de septembre », écrit CBC News.

Les spéculations sur les mérites et démérites des dépenses publiques pendant la pandémie deviennent assourdissantes. La classe ouvrière et le peuple les envoient au diable alors qu'ils s'efforcent d'éviter l'anxiété créée par ces forces qui sont clairement inaptes à gouverner. Rien ne prouve plus leur inaptitude à gouverner que les stratagèmes pour payer les riches qu'elles tentent de dissimuler sous de grands idéaux.

À propos de la mise à jour budgétaire, CBC News cite « des sources gouvernementales (qui ne sont pas autorisées à faire des déclarations publiques) » :

« Bien qu'elles s'abstiennent de donner des précisions, elles suggèrent que les mesures de la mise à jour devraient inclure :

« Un soutien aux compagnies aériennes et au secteur du tourisme et de l'hôtellerie, qui peinent à se

remettre de la fermeture des frontières et des confinements.

« De l'argent pour aider les centres de soins de longue durée à contrôler les infections.

« Un soutien aux femmes pour les aider à retourner sur le marché du travail.

« Certains projets d'infrastructure liés à l'engagement du gouvernement de réduire les émissions de gaz à effet de serre dans le cadre de la reprise économique. »



Déjà, le mouvement de la classe ouvrière a soulevé l'importante revendication de programmes sociaux qui n'aient pas pour but le profit. Les Canadiens veulent des entreprises appartenant au secteur public qui soient gérées et contrôlées publiquement, qui placent le bien-être de la population au centre de leurs activités. En fait, la pandémie a mis en évidence la nécessité de programmes sociaux universels, reconnue même chez certains des plus ardents défenseurs de l'entreprise privée et de ce qu'ils appellent la « réduction du rôle du gouvernement ». C'est une caractéristique des oligopoles qui ont pris le contrôle de parties concurrentes de l'économie

socialisée. Ils se rendent compte que les entreprises individuelles, aussi grandes soient-elles, ne peuvent à elles seules maintenir les programmes sociaux nécessaires pour leurs propres travailleurs et conserver le niveau de productivité et de profit privé qu'ils souhaitent. Cela s'ajoute au besoin d'infrastructures publiques en tant que moyens de production sociaux sans lesquels les entreprises privées ne peuvent pas fonctionner.

Le *New York Times* a récemment publié un article sous le titre : « Le secteur privé ne peut pas tout payer ». L'auteur déplore le fait que l'élection du 3 novembre aux États-Unis ait retardé l'adoption d'un deuxième « plan de stimulation en situation de pandémie » pour aider les entreprises en difficulté. « Les employeurs ont été laissés à eux-mêmes », déplore-t-il.

L'article soulève un problème pour l'élite au pouvoir : comment concevoir des programmes sociaux qui à la fois réduisent le fardeau pour les entreprises privées, qui doivent payer directement pour des choses telles que les soins de santé et la garde d'enfants pour leurs employés, et font en sorte que ces programmes génèrent des profits privés pour leurs intérêts privés étroits spécifiques. L'élite dirigeante se tourne vers le passé, vers les solutions de l'État providence qui leur ont permis d'atteindre ces deux objectifs dans le passé. En plus de justifier leurs stratagèmes actuels pour payer les riches, ils cherchent à mobiliser les travailleurs et leurs organisations en appui à des stratégies pour réorganiser un système dont la marque distinctive est d'être en crise parce qu'il n'y a plus de projet d'édification nationale.

Les gouvernements font la promotion de leurs stratagèmes pour payer les riches en disant que c'est pour aider les Canadiens, selon l'argument néolibéral que ne pas les avoir est « mauvais pour les affaires ». Cet argument intéressé est donné pour favoriser les intérêts privés étroits qui se livrent à une concurrence brutale dans la poursuite obsessionnelle de la maximisation du rendement sur leurs investissements (qu'ils obtiennent également, plus souvent qu'autrement, par le biais des stratagèmes pour payer les riches).

Les riches sont en faveur de programmes sociaux seulement dans la mesure où un programme en particulier sert leurs intérêts privés et leurs entreprises privées. Si les impérialistes peuvent en tirer un avantage quelconque, par exemple en prêtant de l'argent au gouvernement, ils sont en faveur

également. Si cela aide à empêcher la classe ouvrière d'arriver au pouvoir, très bien. Si cela introduit la confusion dans les rangs de la classe ouvrière, perturbe son organisation et entrave le développement du facteur humain/conscience sociale et de la politique pratique de la classe ouvrière, alors tant mieux. Sinon, si cela signifie des investissements accrus dans des programmes sociaux qui aident vraiment les travailleurs et ne paient pas les riches, ils vont dresser tous les obstacles imaginables.

Le problème n'est pas que les forces productives sont socialisées, mais bien que les rapports de production sont dépassés et sont en contradiction avec les forces modernes de la grande production industrielle. La classe ouvrière est la seule force sociale capable de socialiser les rapports de production, de les harmoniser avec les forces productives et de libérer le plein potentiel de l'économie socialisée dans la réalisation d'un but moderne : servir le peuple et la société.

La classe ouvrière doit s'engager dans la bataille pour augmenter les investissements dans les programmes sociaux et arrêter de payer les riches, avec ses propres points de référence, pour faire naître son propre projet d'édification nationale avec des rapports de production socialisés en harmonie avec les forces déjà socialisées de la grande production industrielle.



Pour le mouvement de la classe ouvrière, la question reste de se battre pour des investissements accrus dans les programmes sociaux et dans des services et des entreprises humaines redevables envers le peuple, pour arrêter de payer les riches et défendre les droits de tous, et pour des conditions de travail et une réclamation à la valeur que les travailleurs produisent qui soient acceptables pour les travailleurs.

Dans ce numéro, *Le Marxiste-Léniniste* publie plusieurs articles de K.C. Adams qui abordent ces questions.

(Photos : LML, J. Gale, OHC)

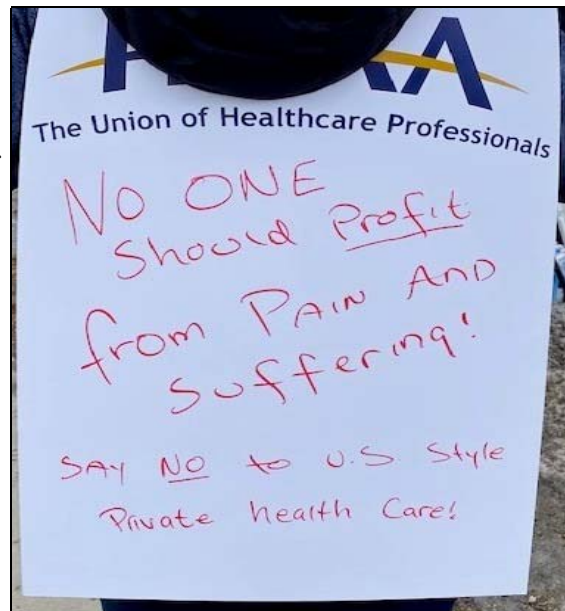
Interdire aux gouvernements d'emprunter auprès de prêteurs privés

- K.C. Adams -

La revendication d'interdire aux riches de réaliser des profits avec les programmes sociaux occupe une place importante dans la lutte que les travailleurs mènent d'un océan à l'autre. Un aspect important de cette revendication est d'interdire aux gouvernements d'emprunter auprès des prêteurs privés. Un autre aspect sera de revendiquer la suppression de l'impôt des particuliers et de la taxe sur les biens personnels. Le compromis qui consiste à demander une augmentation des impôts des personnes qui gagnent plus qu'un certain montant détourne l'attention de l'essentiel, à savoir que la source de la nouvelle valeur que les gouvernements doivent payer pour les programmes est l'économie socialisée productive elle-même. L'entreprise humaine redevable envers le peuple devrait être une source importante de fonds gouvernementaux, tout comme la

réalisation par les entreprises de la valeur qu'elles consomment des programmes sociaux et des infrastructures publiques et la réclamation du gouvernement d'une partie de la nouvelle valeur que les travailleurs produisent par l'application de leur travail aux forces de production socialisées.

La bataille pour augmenter les investissements dans les programmes sociaux et pour arrêter de payer les riches est constante, et avec elle le mouvement de la classe ouvrière met à contribution sa force numérique et s'organise pour faire avancer la société vers des rapports de production socialisés qui sont en harmonie avec les forces de production socialisées modernes. La bataille organisée pour défendre ses intérêts dans le présent sur les lieux de travail et dans toute la société prépare la classe ouvrière à assumer la direction de la société sur la base d'une nouvelle direction prosociale des affaires économiques, politiques et sociales du pays avec son propre projet d'édification nationale.



Deux tendances affectent l'économie et chaque mouvement social : la tendance progressiste de la classe ouvrière à défendre les droits de tous et à faire avancer la société vers le Nouveau, et la tendance régressive impérialiste des riches à exproprier le maximum de profit privé de chaque cellule de l'économie et à bloquer tout mouvement vers le Nouveau. Ces deux tendances s'expriment constamment dans les affaires économiques, politiques et sociales. Les impérialistes utilisent leurs vastes ressources et le contrôle de l'État pour tourner toutes les affaires économiques, politiques et sociales à leur avantage et, ce faisant, recrutent des alliés dans la classe ouvrière et la jeunesse.



La tendance régressive peut être observée dans le contrôle et l'utilisation des épargnes et des caisses de retraite de la classe ouvrière pour renforcer le pouvoir impérialiste sur la classe ouvrière et l'économie. Un exemple notoire est la propriété et le contrôle de la société Revera Inc. par l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public (PSP). Le PSP est une société d'État fédérale qui contrôle et investit l'argent des caisses de retraite des travailleurs de la fonction publique fédérale, des Forces armées canadiennes, de la GRC et de la Force de réserve. Revera Inc. possède ou gère un grand nombre de logements pour personnes âgées, de maisons de repos et de soins de longue durée et d'autres propriétés au Canada, ainsi qu'aux

États-Unis et au Royaume-Uni. Plus de 55 000 personnes âgées vivent dans une propriété appartenant quelque part dans le monde à Revera, qui possède également des maisons exploitées conjointement par le Groupe Sélection au Québec et détient une participation majoritaire dans Sunrise Senior Living.

Beaucoup de ceux qui vivent et travaillent dans les propriétés de Revera ont terriblement souffert pendant la pandémie et certains sont même décédés à cause des actions socialement irresponsables de l'entreprise qui vise le profit privé. Le PSP et Revera exploitent leurs entreprises selon l'objectif

impérialiste de tirer le maximum de profit de l'exploitation de la classe ouvrière, en opposition à l'objectif de la classe ouvrière de servir le peuple et la société et de défendre les droits de tous. L'objectif du profit privé maximum n'a pas sa place dans aucun aspect des services de santé, comme la pandémie l'a clairement démontré. Le but doit être de servir le peuple et la société et d'augmenter les investissements dans les programmes sociaux afin d'élever le niveau des programmes à celui que les travailleurs jugent nécessaire et d'empêcher les riches d'exproprier la valeur.

Chaque programme social conçu sous les impérialistes a une composante qui sert à payer les riches que la classe ouvrière doit continuer à exposer et à combattre en exigeant un financement accru des programmes sociaux et qu'on arrête de payer les riches. Le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste), en tant que parti de la classe ouvrière, mène une lutte théorique et idéologique constante pour s'assurer que ne s'implantent la théorie et l'idéologie impérialistes qui affaiblissent et trompent le mouvement ouvrier dans la défense des revendications des travailleurs et des droits de tous et pour le Nouveau.

(Photos : HSAA, UIES)

Des programmes sociaux pour payer les riches

« Pour le capital, tout objet n'a d'utilité que dans la mesure où il peut le conserver ou l'augmenter. » *Karl Marx, Grundrisse : Cahier II*

Les libéraux et les autres du camp impérialiste ne s'opposent pas en soi aux programmes sociaux, mais ils disent que ces derniers doivent servir les riches oligarques. Les programmes sociaux pour payer les riches tels que conçus par les impérialistes doivent contribuer d'une façon ou d'une autre à l'objectif du profit privé maximum et à la défense du statu quo. Le mouvement de la classe ouvrière doit faire face à ce problème avec des idées et une conscience claires.

Les partis cartellisés impérialistes conçoivent les programmes sociaux de façon à libérer les entreprises individuelles du fardeau de payer de leurs poches l'infrastructure et les programmes sociaux dont ils ont besoin pour fonctionner au sein d'une économie socialisée. Les programmes sociaux doivent générer un profit pour une section des oligarques, y compris la possibilité de prêts privés aux gouvernements. La tendance générale a maintenant été codifiée dans la forme de partenariats public-privé et est particulièrement évidente dans les projets gigantesques d'infrastructure en partenariats public-privé tels le barrage du site C, les projets de GNL Canada et d'autres projets semblables à l'échelle du Canada.

La plupart des aspects de ce qui est considéré comme le système public de santé au Canada sont approvisionnés de façon privée et sont une source de grand profit privé, que ce soit les fournitures pour les hôpitaux, les produits pharmaceutiques et la construction des moyens de production fixes tels les hôpitaux, leurs machines et leur équipement. La plupart des cliniques et



des laboratoires de santé sont privés tout en étant financés par les fonds publics. Les fonds publics pour le système de santé proviennent des impôts des particuliers et des emprunts publics aux prêteurs privés. Une grande partie des fonds sont transférés du gouvernement fédéral au Québec et aux provinces et territoires, et une partie du financement provient aussi des frais d'utilisateur et des primes d'assurance-maladie.

Il faut souligner que les soins médicaux de plusieurs organes, comme les soins oculaires et les soins dentaires, et certains traitements et médicaments en dehors de l'hôpital, ne sont pas couverts par les programmes sociaux et sont traités de façon privée moyennant des frais d'utilisateur et une assurance privée. Les grandes entreprises pharmaceutiques et d'autres entreprises veulent un régime d'assurance-médicaments afin d'accroître leurs ventes garanties de médicaments. On le voit à la demande des grandes entreprises pharmaceutiques qui réclament des fonds publics initiaux pour financer un vaccin pour la COVID-19.



Dans le système public d'éducation, la construction des écoles est privée et presque toutes les fournitures comme les ordinateurs et les manuels sont fournies par des intérêts privés. L'éducation postsecondaire est devenue une source importante de revenus pour les entreprises privées au nom du développement des collèges, tandis que les universités font de la recherche et de la formation pour les grandes compagnies tout en étant financées par les deniers publics et de plus en plus par les frais de scolarité des étudiants et d'autres frais.

Le produit des soins de santé et de l'éducation, la capacité de travail de travailleurs en santé et instruits, est mis à la disposition des employeurs impérialistes sans que ceux-ci paient directement le prix de production aux institutions publiques qui ont produit cette capacité.

Le Pacte de l'automobile Canada-États-Unis de 1965 est devenu une source de grand profit pour l'industrie automobile des États-Unis. Les monopoles de l'automobile ont été attirés, entre autres choses, par le programme d'assurance-maladie national du Canada, qui a été codifié en 1966 en tant que *Loi sur les soins médicaux*. L'assurance-maladie a fait en sorte que les monopoles de l'automobile ont été libérés de la pression d'avoir à payer pour l'assurance-maladie privée de leurs employés comme c'est le cas aux États-Unis. Ils ont aussi été attirés par le programme d'assurance-chômage du Canada (l'AC, aujourd'hui l'AE ou assurance-emploi, très affaiblie) qui permettait aux compagnies de mettre des travailleurs à pied pour de longues périodes et qui payait une portion substantielle de leurs salaires. Cela veut dire aussi que la plupart des travailleurs de l'automobile demeuraient sur appel pendant qu'ils recevaient cette rémunération du gouvernement et étaient disponibles pour retourner au travail lorsque les monopoles de l'automobile les voulaient au travail.

Même lorsque les programmes sociaux sont consacrés à ceux qui ne peuvent pas travailler pour toutes sortes de raisons, blessure ou maladie, et sont frappés par la pauvreté, les programmes doivent servir le profit privé d'une manière ou d'une autre. Le logement en est un exemple, alors que les intérêts privés interviennent en construisant et vendant des logements sociaux au gouvernement pour un grand profit et souvent en gérant et en entretenant la propriété. Les bénéficiaires de l'aide sociale sont souvent logés dans des logements locatifs pour lesquels le gouvernement paie directement le loyer aux propriétaires. Aux États-Unis, les coupons alimentaires, maintenant remplacés par des cartes de débit de transfert électronique de prestations, sont distribués aux bénéficiaires qui les utilisent pour acheter de la nourriture.

Selon le mantra néolibéral, les gens doivent accepter les programmes sociaux pour payer les riches parce qu'ils sont « mieux que rien » ou « mieux que ce que les conservateurs offrirait ».

(Photos : LML, M. Sardinha)

Pourquoi les programmes sociaux au Canada sont toujours insuffisants

En termes généraux, les programmes sociaux qui bénéficient au peuple ont été établis au départ comme des compromis entre les deux classes principales, la classe qui possède et contrôle l'économie socialisée (classe impérialiste) et la classe ouvrière. Les programmes sociaux au Canada n'ont jamais réussi à résoudre le problème social visé parce que les impérialistes, avec leur objectif d'exproprier le maximum de profit privé, restent maîtres des affaires économiques, politiques et sociales du pays. Les programmes sociaux en général traitent des symptômes découlant des conditions sociales, et non des causes, et comportent généralement un élément visant à payer les riches. Leur but n'est pas de résoudre les problèmes sociaux, car cela voudrait dire s'attaquer directement aux conditions sociales, ce qui obligerait à prendre conscience de la nécessité de nouveaux rapports de production socialisés et d'un nouvel objectif et d'une nouvelle direction prosociale pour l'économie.

L'offensive néolibérale antisociale qui dure depuis 30 ans pour réduire le financement des programmes sociaux, privatiser les programmes sociaux et les services publics, multiplier les stratagèmes pour payer les riches, s'engager dans des guerres d'agression sans fin à l'étranger et intégrer le Canada à l'économie de guerre des États-Unis a créé un déséquilibre général dans la société canadienne entre les deux principales classes sociales. Elle le fait en augmentant la pauvreté avec l'enrichissement des riches et l'appauvrissement des pauvres, la destruction du tissu social, l'exploitation à outrance de la classe ouvrière et d'autres problèmes graves tels que les guerres sans fin et maintenant la crise causée par le refus de prendre les mesures nécessaires pour maîtriser la pandémie de la COVID-19 en mettant le bien-être de la population aux commandes.



Le déséquilibre de la société causé par l'offensive antisociale néolibérale s'est reproduit sur les lieux de travail avec le refus général de ceux qui possèdent et contrôlent l'économie de reconnaître et de négocier des conventions collectives avec leurs travailleurs. Ils utilisent plutôt l'énorme richesse et le pouvoir mondial de l'oligarchie, les lois et les tribunaux et d'autres pouvoirs de police pour s'attaquer au droit de la classe ouvrière et de ses collectifs d'établir un arrangement acceptable avec les employeurs sur les salaires, les avantages sociaux, les pensions et les conditions de travail.

D'une certaine manière, les programmes sociaux sont semblables aux conventions collectives sur les lieux de travail dans la mesure où les travailleurs luttent pour établir une entente avec leurs employeurs et un certain équilibre qui leur soient favorables, tout en ne résolvant pas la contradiction de classe fondée sur l'exploitation de la classe ouvrière dans le cadre d'un rapport social inégal.

Les demandes du mouvement de la classe ouvrière pour l'augmentation des investissements dans les programmes sociaux, arrêter de payer les riches, défendre les droits de tous et toutes et faire du Canada une zone de paix visent un projet d'édification nationale qui est l'oeuvre du peuple.

À titre d'information

Commentaire sur un article du *New York Times* qui justifie les stratagèmes pour payer les riches

L'article publié par le *New York Times* le 19 octobre intitulé « Le secteur privé ne peut pas tout payer » plaide en faveur d'un « plan de stimulation » du gouvernement en situation de pandémie pour aider les « entreprises en difficulté ». Il plaide pour des stratagèmes pour payer les riches selon l'argument frauduleux que les employeurs ne peuvent pas être laissés à eux-mêmes. Pour la revue par K.C. Adams de l'article du *New York Times*, [cliquer ici](#).

Quatrième anniversaire du décès de Fidel Castro

Vigiles et réceptions au Canada en hommage à Fidel



Vigile devant l'ambassade de Cuba au Canada, le 25 novembre 2020

L'ambassade de Cuba au Canada et des membres d'Ottawa Cuba Connections et de l'Association d'amitié Outaouais-Cuba, ont souligné le quatrième anniversaire du décès du commandant en chef Fidel Castro, le 25 novembre, à Ottawa. Dans le respect des règles relatives à la pandémie, une vigilance a eu lieu à l'ambassade de Cuba. Maricarmen Guevara, au nom d'Ottawa Cuba Connections, a souhaité la bienvenue à tout le monde et a rendu hommage à l'esprit révolutionnaire de Fidel et à son dévouement à la lutte des peuples du monde pour la justice, la dignité et la liberté.

Son excellence Josefina Vidal, ambassadrice de Cuba au Canada, a parlé du legs des idées de Fidel, qui sont toujours vivantes dans le coeur et l'esprit du peuple cubain et des nombreux amis de Cuba au Canada, qu'elle a remerciés d'être venus célébrer sa vie. « Votre présence ici est une expression du soutien inconditionnel et de la solidarité dont vous avez toujours fait preuve envers Cuba », a-t-elle déclaré. L'ambassadrice a été chaleureusement applaudie et, à la fin de sa présentation, les cris de *Viva Fidel !* et *Viva Cuba !* ont retenti pour clore la cérémonie.



Lors de la vigile, un magnifique panier de fleurs a été placé devant une photo de Fidel pour exprimer l'amour, l'admiration et le respect pour le legs du Commandante Fidel Castro.

À Montréal, le même jour, la Table de concertation de solidarité Québec-Cuba a tenu une vigile suivie d'une réception pour souligner la vie et l'oeuvre de Fidel Castro, dirigeant légendaire et bien-aimé du peuple cubain, à l'occasion du quatrième anniversaire de sa mort.



Vigile devant le consulat cubain à Montréal, le 25 novembre 2020

Durant la vigile, qui a eu lieu devant le consulat de Cuba, les activistes et amis de Cuba ont lancé Viva Fidel ! Nous sommes tous Fidel !, Viva la révolution cubaine !, Non au blocus criminel des États-Unis contre Cuba !, Appuyons les brigades médicales cubaines !, Cuba si ! Bloqueo no ! De nombreux automobilistes ont ralenti pour klaxonner en guise d'appui et de solidarité. Une réception s'est ensuite déroulée à l'arrière du consulat, à l'extérieur, en distanciation physique. Plusieurs personnes avaient apporté des fleurs qui ont été déposées devant la photo de Fidel.



Mara Bilbao Diaz, la consule générale de Cuba à Montréal, a souhaité la bienvenue à tous et souligné l'importance de marquer cette date importante pour le peuple cubain et les peuples du monde. « Il y a exactement 4 ans, a-t-elle dit, le jour du décès de Fidel, je vous ai presque tous rencontrés à la vigile organisée au consulat, où vous avez signé le livre de condoléances. Beaucoup d'entre vous ont également assisté à l'hommage qui a eu lieu au Centre Simon Bolívar à Montréal.

« Ce furent des jours très tristes pour les amis de Cuba et pour la grande majorité des Cubains tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'île. Quatre ans après sa disparition physique, ses idées, sa vision précise de l'impérialisme, son héritage clair sur l'internationalisme et l'environnement, sont plus que jamais d'actualité.

« Une grande amie à moi a écrit ceci que j'aimerais partager avec vous : 'Il n'y aura pas de monuments, pas de sculptures, pas d'avenues ou de places portant son nom, mais il n'y aura pas de Cuba sans Fidel et nous le savons tous. Ce travail mémorable, qui suscite encore l'admiration et le respect, a marqué un avant et un après dans l'histoire de Cuba, de l'Amérique latine et du monde'.



Elle a parlé de la fidélité du peuple cubain envers Fidel, qui a dit que tant que Fidel serait à la tête de Cuba, ses intérêts seraient protégés et que personne ne serait abandonné à son sort. Sous les applaudissements, elle a conclu en disant : « Je vous remercie d'être ici aujourd'hui. Vous nous confirmez encore une fois que Cuba n'est pas seule. Hasta la Victoria Siempre ! Viva Fidel ! »

Des représentants de la Table de concertation de solidarité Québec-Cuba et d'autres organisations ont exprimé leur amour et leur solidarité envers le peuple cubain. Tous ont souligné que la vie et l'oeuvre de Fidel vivent dans le coeur et l'esprit de millions de Cubains, des Québécois et de millions d'autres personnes partout dans le monde qui luttent pour la justice, la dignité et la liberté. Ils ont exigé la fin du blocus criminel des États-Unis contre Cuba, exprimé leur appui indéfectible envers Cuba révolutionnaire et salué le travail courageux et inspirant de la Brigade médicale cubaine Henry Reeve qui mérite hors de tout doute le prix Nobel de la paix 2021.

Des échanges et des chansons ont suivi les prises de parole autour d'un goûter offert par le consulat.



Hommage rendu au legs de Fidel à Cuba et dans le monde



Événement culturel à l'Université de La Havane, le 25 novembre 2020

Le peuple cubain chez lui et dans le monde a célébré la vie et les contributions indélébiles du dirigeant légendaire de la révolution cubaine, Fidel Castro, à l'occasion du quatrième anniversaire de sa mort. Le 25 novembre était également le 64^e anniversaire du départ du Mexique des révolutionnaires cubains dirigés par Fidel à bord du *Granma*.

Un reportage en ligne de *Granma* raconte les principales célébrations à La Havane dans la soirée du 25 novembre :

« Nombreux sont ceux qui ont participé aux retrouvailles avec Fidel sur le Grand escalier de l'Université de La Havane, la scène rebelle et révolutionnaire qui le ramène au présent et qui témoigne de la continuité dans les voix des enfants, dans le chant engagé, dans la poésie...

« Quatre ans après le départ pour l'éternité du Commandant en chef, au cours d'une cérémonie qui s'est déroulée en présence du président de la République, Miguel Diaz-Canel Bermudez, d'autres membres du Bureau politique et du Secrétariat du Comité central, du gouvernement et des organisations de masse, des étudiants et des écoliers, des jeunes et des travailleurs, venus en représentation de tout Cuba, ont confirmé leur volonté de résister et réaffirmé leur engagement avec l'oeuvre édifiée par Fidel.

« En ces temps complexes, remplis de défis hors du commun, nous nous tournons vers Fidel et nous nous nourrissons de ses sages réflexions et de son oeuvre pleine de rêves et d'efforts, comme l'a souligné José Angel Fernandez Castaneda, président de la Fédération des étudiants universitaires (FEU), 'en lui, nous puisons la force d'aller de l'avant.' »



Pendant ce temps, l'Union de la jeunesse communiste de Cuba (UJC) et les organisations étudiantes et sociales de Cuba ont tenu la Rencontre internationale de la jeunesse « Des idées

comme des drapeaux », qui s'est déroulée du 24 au 26 novembre 2020, pour rendre hommage à Fidel et réaffirmer leur conviction de défendre les principes qu'il a fait siens, avec comme mot d'ordre : « Unité en vue de la solidarité, de l'anti-impérialisme et de l'antinéolibéralisme : action transformatrice nécessaire en temps de COVID-19 ».



La conférence en ligne comprenait un forum central sur la pensée de Fidel, une discussion spéciale sur la paix et des rencontres régionales pour échanger des informations sur nos différentes réalités, en défense et solidarité avec les justes causes des peuples, et pour promouvoir une coopération garantissant l'accès à tous les médicaments et vaccins liés à la COVID-19 pour sauver des vies pendant la pandémie.

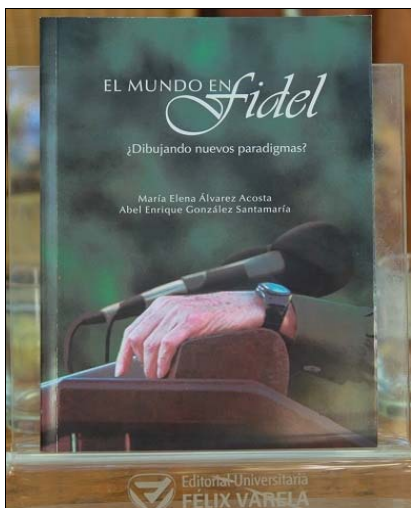
Pour voir la session de clôture qui commence avec un hommage à Fidel, [cliquer ici](#).

Au siège de la Centrale des travailleurs de Cuba (CTC), un événement a été organisé en l'honneur de Fidel alors que Tete Puebla (Delsa Esther Puebla Viltre) a raconté ses expériences de travail avec Fidel et l'armée rebelle à partir de 1957 alors qu'elle n'avait que 16 ans. Plus tard, elle a participé à une cérémonie pour remettre des prix de la CTC à la jeunesse cubaine pour son dévouement dans le « combat » actuel contre la COVID-19 ou dans des secteurs clés de l'économie ou des services.



L'Union des écrivains et artistes de Cuba (UNEAC) a procédé au lancement de deux livres

célébrant les contributions de Fidel. La professeure Maria Elena Alvarez Acosta et Abel Gonzalez Santamaria ont présenté leur livre *The World in Fidel : Drawing New Paradigms ?* Il aborde la politique étrangère de Cuba, la conception du monde de Fidel et, en ce sens, montre comment le commandant en chef voyait le capitalisme et les caractéristiques du système international.



Fabian Escalante Font a présenté son nouveau livre *Révolution et contre-révolution à Cuba*. Il couvre six décennies d'histoire dans des essais, mettant au grand jour les actions contre-révolutionnaires contre le socialisme à Cuba et démasquant ceux qui en ont été les principaux instigateurs.

Plusieurs expositions sont organisées à l'occasion de l'anniversaire du décès de Fidel, dont une exposition de photos de Fidel prises par Alex Castro qui a ouvert ses portes le 24 novembre. 2021 (Pour voir, [cliquer ici](#)). Un hommage virtuel à Fidel est organisé par la Maison culturelle ALBA à La Havane le 29 novembre à 18 h, visible sur sa page [Facebook](#), ou comptes [Twitter](#) et [Telegram](#).

Des messages rendant hommage à Fidel ont été reçus de partout dans le monde et des hommes ont aussi été organisés dans plusieurs pays, dont le Canada.

Cimetière Santa Ifigenia, province de Santiago de Cuba

Au cimetière Santa Ifigenia de Santiago de Cuba, où des fleurs entouraient le rocher monumental qui protège les cendres de Fidel, un hommage au dirigeant historique de la Révolution a été dirigé par le premier secrétaire du Parti de la province, Lazaro Exposito Canto, et le lieutenant-gouverneur Manuel Falcon Hernandez.



Bayamo, province de Granma



Le 25 novembre 2020. Commémoration à la Place de la Révolution à Bayamo, dans la province de Granma.

(Photos : Cubadebate, Trabajadores, Estudios Revolucion, Juventud Rebelde, UNEAC, Bayamo Radio Station)



Fidel Castro selon Ernesto Che Guevara

À l'occasion du 4e anniversaire de la mort de Fidel Castro, LML publie un extrait de ce qu'a écrit Che Guevara à propos de Fidel en avril 1961.

Cette force tellurique appelée Fidel Castro Ruz a acquis en quelques années une projection historique.

L'avenir placera notre premier ministre à sa place exacte, mais pour nous, il est comparable aux personnalités les plus remarquables de l'histoire de l'Amérique latine. Mais quels sont les traits exceptionnels de la personnalité de Fidel Castro ?

Il y a divers aspects de sa vie et de son caractère qui le distinguent bien au-dessus de tous ses camarades et disciples : Fidel est un homme d'une si grande personnalité qu'il occupera un rôle de leadership dans tout mouvement auquel il participe, et cela a été le cas tout au long de sa carrière, de la vie étudiante à la direction de notre patrie et des peuples opprimés d'Amérique.



Il a les traits d'un grand dirigeant qui, combinés avec ses dons personnels d'audace, de force et de bravoure, et son extraordinaire désir de sonder la volonté du peuple, l'ont amené à la position d'honneur et de sacrifices qu'il occupe aujourd'hui.

Cependant, il a d'autres qualités importantes : la capacité d'assimiler les connaissances et l'expérience afin de bien saisir tous les aspects d'une situation sans perdre de vue les détails, son immense foi en l'avenir, et sa grandeur de vision qui permet d'appréhender les événements et d'anticiper les incidents, voyant toujours plus loin et avec plus de précision que ses camarades.

Avec ces grandes qualités essentielles, avec sa capacité à adhérer et à unir, son opposition aux divisions qui peuvent affaiblir, sa capacité de leadership à la tête de toute action populaire, son amour infini pour le peuple, sa foi en l'avenir et sa capacité à le prévoir, Fidel Castro a fait plus que quiconque à Cuba pour construire à partir de rien l'appareil désormais redoutable de la Révolution cubaine.

Fidel a donné à la Révolution son impulsion dans les premières années, le leadership, le tonique, en tout temps. Par conséquent, nous allons de l'avant. Nous n'avons pas honte et ne nous sentons pas intimidés de dire que voilà Fidel, à la tête d'une vaste colonne.

(« Absolved by History », par Luis Baez, 'José Martí, 2003')